

culs? Quoi qu'il en soit, mardi dernier, son humour a fait place à une disposition d'esprit plus typique. Il sait à l'occasion s'exprimer avec humour mais, très souvent, il s'exprime comme il l'a fait quelques minutes plus tard dans une observation que l'on n'oubliera pas facilement mais qui ne sera jamais citée, j'en suis convaincu, comme un modèle propice à un dialogue salutaire aux rapports entre le salariat et le patronat. Il a dit, comme on peut le voir à la même page:

«Ceux qui veulent obtenir des engagements contractuels recherchent parfois non pas le travail, mais un salaire sans travail.»

C'était vraiment une observation tout indiquée alors que des discussions délicates portaient sur un sujet épineux. C'était peut-être l'indice que son ministère s'engageait dans une autre voie. Faut-il s'étonner que le ministre des Postes soit devenu la cible n° 1 de la presse et du public en fait de critiques violentes; ainsi il a même dérobé cet honneur au ministre des Finances (M. Benson) et au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford). Il n'est pas étonnant que le ministre lui-même se mette maintenant à proclamer les vertus d'une société de la Couronne? J'ai prédit il y a plus d'un an qu'on en viendrait à cette décision, non parce qu'une société de la Couronne représente dans ce domaine une solution idéale, mais parce que le ministre qui s'est révélé pendant deux ans totalement incapable de gérer son ministère, efficacement, sans heurts et convenablement veut choisir la seule issue que lui laisse son échec colossal. Il veut se laver les mains de l'affaire en disant que le ministère ne peut être géré aussi efficacement qu'il le devrait.

Il y a du tumulte. Le ministre déclare: «Nous n'en sortons pas,» d'où sa solution, celle d'une société de la Couronne. C'est là, monsieur l'Orateur, l'aveu d'un échec, et quel aveu! Prenons-en note. Il est peut-être bon, en fin de compte, que le ministre ait avoué son échec de la sorte—un aveu plutôt silencieux car le ministre n'est guère homme à donner des marques publiques d'humilité.

**Des voix:** Bravo.

**M. Macquarrie:** Mais la décision sera un aveu plus éloquent qu'aucun de ceux auxquels il aurait jamais pu se résoudre. Nous en sommes donc maintenant, semble-t-il au point où il est reconnu que le gouvernement actuel est incapable de gérer ce ministère, qu'il faut faire quelque chose et que la solution, c'est une société de la Couronne.

On ne peut assez souligner la gravité des fautes de gestion commises dans ce secteur des services gouvernementaux, l'un des plus

[M. Macquarrie.]

importants ministères du gouvernement, du moins aux yeux du citoyen ordinaire au Canada. Il y a beaucoup de gens dans le pays, d'humbles gens, pour qui la livraison d'une lettre est peut-être le service le plus important que le gouvernement puisse leur rendre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macquarrie:** Il s'agit ici d'un service public établi de longue date. Or, nous constatons que depuis deux ans, il est devenu la risée du pays. Les gens paient de plus en plus et en retour, reçoivent de moins en moins pour leur argent; la seule réponse du ministre est de jeter un peu de poudre aux yeux. Il fut un temps où il parlait beaucoup des communications par satellite. Chaque fois que quelque chose clochait aux Postes, on entendait un discours sur les communications par satellite. Aujourd'hui cependant, cet ultime refuge a disparu car nous savons que le satellite sera lancé beaucoup plus tard qu'on ne l'espérait et coûtera beaucoup plus que le ministre ne l'avait prévu. On n'en entendra plus guère parler. Et voilà maintenant qu'on parle d'une société de la Couronne comme si c'était un pas en avant au lieu d'être l'aveu d'un échec.

Je crois avoir montré que j'étais loin d'avoir une confiance aveugle dans ce ministre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macquarrie:** Si quelqu'un a jamais exprimé un truisme, je crois que je l'ai fait. Je crois également que j'ai dit ce que tous les Canadiens savent. Je veux terminer mes remarques, pas à cause du manque d'idées, mais à cause du manque de temps. Je voudrais dire un mot sur la situation actuelle, qui pourrait dégénérer en crise. Certes, la première citation du bulletin *Labour News Headlines*, publié sous l'autorité du collègue du ministre, indique que les conditions seront très mauvaises. Voici la citation:

La seconde grève postale en deux ans au Canada semble aujourd'hui inévitable. Les 27,000 membres de l'Union des facteurs du Canada et de l'Union des postiers du Canada prendront un vote officiel de grève aujourd'hui et mercredi, mais l'issue du scrutin est connue d'avance. Avec l'approbation des syndiqués, les chefs syndicalistes à Ottawa peuvent déclarer une grève dès la fin de la semaine.

Cette citation provient de la *Gazette*, et elle est reproduite dans le numéro du 19 mai du bulletin *Labour News Headlines*.

**M. Orlikow:** Cela me dépasse. Les ministres sont de si bons amis!

**M. Macquarrie:** Je me demande si les ondes de choc de l'influence perturbatrice de cet